L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

PAR BULLITT, MAGNE & Cie.
No. 81, Rue Chartres.

ABONNEMENT, $10 par semaine, $15 payable d'avance.
Les numéros pour la semaine, 25 cts.

NOUVELLE-ORLEANS:
MARDI MATIN, 7 JUILLET 1840.

CANDIDATS WHIGS
CHOISIS PAR LA CONVENTION NATIONALE.

POUR PRESIDENT DES ETATS UNIS.
WILLIAM H. HARRISON
DE L'OHIO.

POUR VICE-PRESIDENT DES ETATS UNIS
JOHN TYLER,
DE LA VIRGINIE.

POUR GOUVERNEUR :
HENRY JOHNSON.
Sujet à la décision de la Convention des Whigs de l'Etat.

TICKET WHIG ELECTORAL POUR LA LOUISIANE.

1er. *District*—WM. DE BUYS, d'Orléans.
2d. *District*—JOSEPH BERNARD, d'Est-Bâton-Rouge.
3me. *District*—LŒUFROY BARRAS, de La Fourche.
4me. *District*—JACQUES DUPRÉ, de St. Landry.
5me. *District*—SETH LEWIS, des Rapides.

CANDIDATS POUR LE CONGRÈS:
Premier Dist. Congressionnel—L'hon. REUBEN D. WHITE.
Second " " THOS. GIBBS MORGAN.
Troisième " " JOHN MOORE.

TICKET LIBERAL
DE LA RÉFORME.

REPRESENTANT AU CONGRES :
E. D. WHITE.

LEGISLATURE D'ETAT.
WM. DEBUYS,
GLENDY BURKE,
W. C. C. CLAIBORNE,
G. BEDFORD,
L. L. FERRIERE,
A. W. PICHOT,
CHRISTIAN ROSELIUS.

WHIGS ATTENTION!!!

Les rôles d'arrérages étant très imparfaits et les noms de plusieurs personnes y ayant été omis, les électeurs whigs doivent, avant de se présenter aux Polls, se munir de leur dernier reçu des taxes afin d'éviter tout retard.

Dans le cas où quelques personnes rencontreraient des difficultés à voter par suite d'erreur commise dans les rôles d'assessement ou par défaut de formalité, elles peuvent s'adresser à l'office du comité whig, bâtisse Masson, No. 8, près de la Bourse des Négociants, où il leur sera donné tous les renseignements nécessaires.

WHIGS, AUX POLLS!

Vous avez bien noblement commencé votre tâche; encore quelques efforts et vous aurez assuré le triomphe de votre cause et bien mérité de votre pays. Rappelez-vous que vous avez à combattre des adversaires redoutables par la ruse et la discipline qu'ils apportent dans cette lutte. Que la confiance de votre force ne vous abuse pas. Le grand nombre de voix que les loco-focos se sont acquises dans les paroisses de la campagne pourra leur permettre de nommer leur candidat au Congrès et nous ne réussirons pas toutes nos forces. AUX POLLS donc! et la victoire sera dans nos mains! Encore quelques heures d'activité, de zèle et d'enthousiasme, et le triomphe des vrais principes sera assuré et un nouvel avenir s'ouvrira pour notre pays.

LES ELECTIONS.

Jusqu'à présent le résultat des élections est des plus favorables pour la bonne cause et tout nous donne l'espoir que le ticket de Harrison et de la réforme obtiendra un triomphe signalé. Il reste encore beaucoup à faire cependant, et il ne faut pas que le zèle de nos amis politiques se ralentisse. L'ennemi, battu hier, redoublera sans doute aujourd'hui d'activité et de chaleur: de leur côté, les whigs doivent s'avancer avec l'ardeur qu'ils ont déjà déployée, afin de rester à la tête du champ de bataille.

La maladie du juge qui devait présider aux polls de la 3me. Municipalité, a obligé les électeurs de cette partie de la ville à venir déposer leurs votes à la première Municipalité. Malgré cette réunion, on n'a reçu dans cette municipalité, durant la journée d'hier, que quatre cent quarante votes. On en a recueilli quatre cent cinquante quatre dans la seconde Municipalité. On est à peu près certain que sur le nombre total des votes déjà exprimés, il y a une majorité whig bien prononcée.

QUI VOTERA POUR LE TICKET LOCO-FOCO.

Les fonctionnaires qui sont obligés de le faire pour ne pas perdre leurs emplois;

Les anciens fédéralistes qui sont, en général, devenus loco-focos;

Tous ceux qui courent après les places de l'administration;

Tous les fonctionnaires prévaricateurs qui doivent ce tribut de reconnaissance à l'administration qui autorise tacitement leurs malversations;

Tous les usuriers qui ne veulent ni système de crédit, ni banques, afin de faire valoir avantageusement leurs capitaux aux dépens du peuple;

Tous ceux qui veulent faire baisser les salaires des travailleurs;

Tous ceux qui profitent des abus et des prodigalités de l'administration.

QUI VOTERA POUR LE TICKET DE LA REFORME ?

Tous ceux qui souffrent de la mauvaise administration de M. Van Buren et qui veulent un changement.

Au dernier meeting loco-foco tenu à l'Arcade, M. Preston a violemment attaqué la Banque de la Bourse pour avoir bâti l'Hôtel St. Charles. Cela vient probablement de ce que la Banque de la Bourse a payé les ouvriers qui ont construit l'édifice de la rue St. Charles, tandis que l'administration n'a pas encore payé les dépenses de l'hôtel des monnaies et qu'il en résulte un contraste peu flatteur pour le parti du pouvoir.

On nous assure, en effet, qu'il est encore dû plus de *trente mille piastres* sur la construction de l'hôtel des monnaies.

Le parti du pouvoir ne saurait assez détester les Banques qui poussent l'outrecuidance jusqu'à payer le travail qu'elles font faire tandis qu'un gouvernement qui est l'ennemi juré du système de crédit ne paie pas ce qu'il doit.

Cette conduite doit ouvrir les yeux de tout homme de bonsens sur le but que poursuit un parti si peu conséquent avec lui même. L'administration ne paie pas les honnêtes ouvriers qui travaillent pour elle; elle ne paiera même pas ses fonctionnaires s'ils ne prennent le soin de se payer eux mêmes.

Nous ne comprenons pas que le *Courrier* veuille nous rendre responsable des *élucubrations d'un exécutaire*. Il n'ignore pas qu'un usage constant a consacré parmi nous la non-responsabilité du journal pour tout ce qui n'est pas purement et simplement éditorial, car il a souvent soutenu cette doctrine. Il n'ignore pas qu'on admet des communications, sans en approuver ni l'esprit ni la forme, comme la manifestation de l'opinion d'une fraction plus ou moins considérable du public; et ceux aux périls et risques de ceux qui s'en font les éditeurs responsables.

Quant à l'accusation portée contre nous par le *Courrier* d'avoir accueuri aux injures, nous laissons au public à juger si elle est fondée.

W. B. CALHOUN.

ENCORE UNE TRAITE DU GOUVERNEMENT PROTESTEE.

On a précédemment que le protêt de la traite de $10,000 sur le collecteur de la douane provenait simplement d'une irrégularité. Voici maintenant une nouvelle traite protestée par M. Lucien Hermann, notaire public, faute de paiement, *et toujours pour cause d'irrégularité!*

Que doit-on penser d'une administration dont les finances sont dans un tel désordre pour ne rien dire de plus?

"No. 1654, tirée sur ouvrant du trésor, en faveur de [illegible] $4000".

"Trésor des Etats Unis.

"Washington, 19 mars 1840.

"A vue, payez à l'ordre de Saml. B. Marshall, quatre mille piastres. WM. SELDEN,
Trésorier des Etats Unis.

No. 1654, enrégistré, 19 mars 1840. $4000.
T. L. SMITH,
Régister du trésor.

Au collecteur des Douanes,
Nouvelle Orléans.

ENDOSSEMENTS.

Payez à T. J. Read & Son, ou ordre, S.B. MARSHALL.

Payez à l'ordre de A. Van Wick, TH. J. READ & SON,

Payez à Carpenter & Vermilye ou ordre, A. VAN WYCK.

Payez à l'ordre de MM. Edward Austin & J. E. Lodge. CARPENTER & VERMILYE, E. AUSTIN & J. E. LODGE.

Cette traite ayant été présentée à M. Denis Prieur, collecteur des douanes de cette ville sur lequel elle était tirée, il a répondu qu'il ne pouvait la payer par suite d'une irrégularité dans la lettre d'avis reçue du gouvernement; la somme avisée comme ayant été tirée sur lui par le département des finances à cette même date, sous le même numéro et à l'ordre de la même personne, n'étant que de $9048. 95.

Protesté, en conséquence le 6 mai 1840, par Lucien Hermann notaire public, et à la requête de E Austin & J. E. Lodge.

ENCORE DES TRAITES DU GOUVERNEMENT PROTESTEES.

Il paraît que les traites du gouvernement sur le collecteur de la Douane et sur le maître de Poste de la Nouvelle Orléans ne sont pas les seules qui aient été protestées.

"On nous a montré hier, dit le *Cincinnati Republicain* du 6 juin, une traite sur le receveur de cette ville, dont voici la copie :

No. 3365.—Tirée sur un *warrant* de la guerre No. 1521.

$18 10-100 Trésor des Etats-Unis.
WASHINGTON, 30 mai 1840.

A vue, payez à l'ordre de Wm. Hunter, entrepreneur spécial, dix huit piastres 10-100.
WM. SELDEN.
Trésorier des Etats-Unis.

No. 3365, enrégistré le 30 mai 1840. $18, 10-100
CH. HUNT,
Régister du Trésor.

Au Receveur des deniers Publics,
à Cincinnati.

ENDOSSEMENTS.

Payez à A. S. Carr, ou ordre, WM HUNTER.
Payez à Jas. T. Goodwill, ou ordre, A. S. CARR.
Payez à G. S. Wallbridge, ou ordre, JAS T. GOODWILL.

—

Protesté le 4 juin 1840.
ISAAC G. BURNET,
Notaire Public.

Le Cincinnati Gazette du 27 juin, mentionne un nouveau fait de ce genre : "Une traite du trésor de "*dix piastres* sur Thomas HENDERSON, receveur du "bureau des terres à Cincinnati, Ohio, a été protestée "pour non paiement."

De pareils faits n'ont pas besoin de commentaires. Avant peu sans doute les traites et le papier du trésor ne vaudront pas plus que le papier des banques du Mississipi, *réformées par les loco-focos*.

Honte à l'administration qui compromet ainsi le crédit de l'Etat!

MOYEN DE PAYER SES DETTES;

L'administration ne saurait être assez louée pour la manière ingénieuse avec laquelle elle parvient à payer [on pour mieux dire, à ne pas payer] ses dettes.

Quand un pauvre diable a fini son travail il présente son compte, et l'administration lui donne une traite sur un de ses receveurs ou collecteurs à présentation. Mais elle commet une erreur dans sa lettre d'avis et la traite n'est pas payée. De cette manière on est sûr au moins d'obtenir du temps pour liquider la dette. Cela ne ressemble-t-il pas singulièrement à une suspension déguisée?

Que ceux de nos concitoyens qui n'approuvent pas cette ruse de l'administration votent pour le ticket démocrate-whig.

GRANDE VICTOIRE LOCO-FOCO—Au *meeting* de la rue du Canal quelque violent vanocrate a enlevé d'un coup de brique la tête d'un buste du général Washington qui décorait l'estrade.

Il n'y a rien de sacré pour ce parti!

TOUJOURS DES CALOMNIES.

Il paraît que les dernières lettres et les discours récens du général Harrison ont encore augmenté le dépit des vanocrates et ce n'est pas sans sujet. Ils disaient "que le général Harrison s'obstinait et s'obstinerait à garder le silence, qu'il était sous la garde "d'un *comité de tutelle*, qu'il était *renfermé dans une "cage de fer* etc." Et voilà que le général Harrison écrit à plusieurs personnes des déclarations de principes d'une clarté et d'une franchise remarquables, et voilà qu'il voyage *seul*, assistant à des cérémonies publiques, répondant sur tout et à tout et faisant de beaux discours en plein air, prouvant suffisamment par là qu'il n'est point un *imbécile*, comme ses ennemis ont eu l'impudeur de le dire.

Toutes les mensonges des loco foco se trouvant ainsi repoussés et mis à nu, leur colère s'en est augmentée et ils ont eu recours à de nouvelles calomnies.

Cinq torys, membres du congrès, se sont réunis pour certifier qu'un de leurs collègues du Massachusetts, M. Calhoun, "avait reçu du général Harrison une lettre où il se reconnaissait abolitionniste." Et ce mensonge a été reproduit par tous les journaux loco focos. Voici quelques passages de la réponse de M. Calhoun lui même, aux attaques calomnieuses des loco focos!

Aux éditeurs du National Intelligencer.

WASHINGTON, 20 juin 1840

"*Le Globe* est l'organe de l'Administration et l'éditeur de cette feuille est officier de la Chambre des Représentans. Je ne puis donc laisser passer sans les relever les mensonges qu'il se permet à mon sujet, surtout depuis qu'il a appelé à son aide cinq membres du Congrès qui ont, à l'occasion de ma lettre, envoyé une adresse à leurs constituans.

"M. Calhoun, dit *le Globe*, a écrit que le général Harrison approuvait à une société abolitioniste. Si ce n'est pas pour *persuader aux hommes opposés à l'esclavage qu'il était abolitioniste de cœur*, quel peut être le motif d'une semblable déclaration? Il sera difficile à M. Calhoun d'en donner un autre."

"Rien de plus facile que de répondre à cette allégation. Si *le Globe* avait *lu* ma lettre *en entier*, il n'*aurait pas* dit ce qu'il a dit. Il n'est pas vrai que j'aie écrit au général Harrison que j'étais abolitioniste de cœur" ou de toute autre façon n'a jamais pu entrer dans l'esprit d'aucun homme capable de lire, de réfléchir et de juger.

"Mais, dit le Globe, dans sa lettre, M. Calhoun appelle cette association une société abolitioniste."

"Cela n'est pas et je n'ai pas employé un seul mot qui approche de cette idée. Ma lettre est soumise à l'examen de tous ceux qui voudront la voir. Que l'homme qui prétend y trouver ces paroles ou des paroles ayant cette signification, se présente.

"Mais répondra-t-on, les cinq membres du Congrès l'ont attesté? L'ont-ils fait réellement? Examinons ce point.

"Voici exposé dans une première communication la raison qui m'empêchait de publier dans les journaux la lettre à laquelle on se réfère. L'honneur me faisait une loi de n'en rien faire. Mais, en même temps, j'ai offert de montrer cette lettre à toute personne de quelque parti qu'elle ce soit, qui ne voudrait pas s'en rapporter à ma parole ou qui éprouverait quelque curiosité de voir par soi même ce qu'elle contient. En conséquence de cette offre un grand nombre de personnes sont venues examiner cette lettre.

"Qu'on juge de ma surprise, lorsque je vis ma lettre elle-même ou plutôt ce qu'on prétendait être ma lettre, publiée dans le Globe avec ces mots significatifs interpolés dans le texte : "*Il a fait partie d'une société abolitioniste.*" Je n'ai rien à ajouter à ce fait, je laisse chacun en tirer la conséquence!

"Cette interpellation ne change-t-elle pas le caractère, la teneur, la signification de cette lettre?

Je répète donc que l'accusation, lancée contre moi, est d'un bout à l'autre FAUSSETE, BIEN QU'EXPRIMEE, et que les conséquences tirés par le Globe aussi bien que par les cinq membres du Congrès sont aussi peu fondées que l'accusation est fausse.

W. B. CALHOUN.

(Pour l'Abeille.)

AU COURRIER.

Le vieux maréchal Soult disait naguère à la tribune française, à M. Mauguin qui voulait lui donner des leçons sur l'art militaire : *Monsieur l'avocat, en fait de soldats, j'aime mieux la qualité que la quantité.*

Le Courrier, lui, n'est pas de cet avis; il prend tout, borgnes et bossus, et pourvu que sa feuille soit pleine de n'importe quoi, il a rempli sa tâche et dort sur l'oreiller de la bêtise. Il paraît que le ban et l'arrière-ban du troupeau S*** s'est réuni contre l'ennemi commun, car nous voyons toutes les fortes têtes opposer leur *brin d'herbe* au fossoyeur.

Le premier article, signé *Quelques Whigs*, quelques whigs en sus, est écrit d'un style tellement empesé qu'il nous semble avoir été confectionné dans l'officine du grand orateur. C'est du *Soulèmathias* tout pur. Nous n'avons qu'un mot à répondre à l'accusation portée contre nous. *Nous ML Soulé n'a jamais plaidé pour nous ni aux assises, ni ailleurs; s'il est plaidé, nous l'aurions payé et lui serait dû.*

Si les *Quelques whigs*, ont encore quelque chose à nous dire, nous sommes prêt à répondre, mais nous leur conseillons, s'ils veulent se faire passer pour whigs de ne pas écrire comme des charretiers.

Le second article qui se prétend nous nous la forme de correspondance, est écrit en anglais en français supportable, bien que sans chaleur et sans portée. Le correspondant a bien incroyable pour nous tarder, mais il faut bien savoir gré de l'intention, s'il ne fait pas tout ce qu'il doit, il fait au moins tout ce qu'il peut. A cela près, nous répondrons: nous ne sommes pas plus un *brouillon* que nous n'*écrivons*, et nous nous sommes étudié à une épreuve pareille soit échappée à un homme qui, sans ressources dans l'esprit, pour n'avoir pas besoin de l'injure. Non, nous n'avons point attaqué la personne de M. Soulé, nous n'avons attaqué que [illegible] comme orateur du *forum*.

Libre à vous de trouver ridicule quelque, mais vous voudrez bien nous permettre de le trouver sincère. Nous avons combattu [illegible] par ce qu'à nos yeux elles sont désorganisatrices, révolutionnaires, et nous avons rempli en cela un devoir sacré pour tout homme qui pense et qui peut écrire. Vous parlez de jalousie, mais quelle jalousie pouvons-nous avoir contre l'orateur loco-foco, quelle rivalité peut-il exister entre nous? Convenez-nous la même carrière?

Vous voyez bien que tout est à pas la moindre portée. Vous vous plaignez encore de la violence de nos attaques, mais n'est-ce pas vous qui l'avez provoquée?

Quant aux plaisanteries .... il est des arguments tellement absurdes qu'ils se refusent complètement à l'analyse, et échappent à la discussion; c'est au sarcasme seul à en faire justice.

En un mot nous serons toujours disposé à mesurer la défense sur l'attaque, c'est à vous de choisir le terrain, nous l'accepterons tel quel. L'abondance des matières nous oblige à notre grand regret, à terminer ici notre réponse, nous y reviendrons une autre fois.

X.

ACCIDENT—Hier l'un des ouvriers qui travaillent à la reconstruction de la Bourse de Cité, a été atteint à la tête par une brique tombée du haut de l'édifice. La blessure est sans grave pour donner quelques inquiétudes sur sa vie.

☞ Nous sommes priés par le capitaine Spedden d'informer le public que *c'est sans son consentement et contre son gré* que son nom a été mis pour son nom pour nuire à E D. White dans l'opinion de ses constituants.

Les journaux vanocrates se sont trop pressés de faire honneur au sénateur MOUTON d'avoir proposé un amendement au bill des Banques relativement aux femmes, afin de faire concorder le bill avec les lois de cet Etat. L'amendement a été proposé par *le sénateur whig* du Connecticut Huntington, qui s'est référé spécialement au code civil de la Louisiane. M. Mouton n'a d'autre mérite que celui d'avoir pris part aux débats qu'a soulevés cet amendement.

On nous assure que les loco-focos ont fait enrégistrer quatre cents noms au bureau des terres publiques de Clinton, afin de faire élire le candidat vanocrate du second district.

Il paraît d'après les régistres du Sénat des Etats-Unis que *tous les whigs qui ont voté sur la loi des faillites, ont voté à favour du bill* et que *tous ceux qui ont voté contre, appartiennent au parti de l'administration.*

Quel est le parti qui prend le mieux l'intérêt du peuple?

INTERIEUR.

(Extrait de notre correspondance.)

WASHINGTON, 24 juin 1840.

CHAMBRE DES REPRESENTANS.—L'orateur soumet à la Chambre une communication du département de la Marine, qui contient les actes de la Cour martiale, réunie à Pensacola, pour le jugement du lieutenant Hone, les protestations du lieutenant, la déclaration du Président qu'il n'a rien à voir dans les actes de la Cour martiale, quelques remarques du Secrétaire de la Marine, &c. Il faut remarquer que, dans les documens officiel, le témoignage des nègres est admis en principe.

—Voilà donc ces hommes du Nord avec les principes du midi!

On a repris la discussion du Bill de la Sous-Trésorerie en comité général; M. John Sergeant de Philadelphie, a prononcé un discours plein de force et de raisonnement. M. Banks de la Virginie, qui prend *fait* le contre, a fait preuve d'une partialité à nu exemple. Après avoir fait de vaguer à leur sises quelques membres dévoués à l'administration, il a refusé la parole à des hommes de l'opposition. Cette injustice était si criante que la motion a été faite d'élire un autre président.

---

25 juin.

SENAT.—Le Bill sur les faillites a subi sa troisième lecture; il est comme et se sont partagés les votes pour l'admission de ce Bill:

Oui.—MM. Clayton, Davis, Dixon, Henderson, Huntingdon, Knight, Mouton, Nicholas, Norvell, Phelps, Porter, Ruggles, Smith de l'Indiana, Southard, Tallmadge, Walker, Webster, White, Williams, Wright, Young—21.

Non.—MM. Allen, Anderson, Benton, Brown, Buchanan, Calhoun, Clay de l'Alabama, Cuthbert, Hubbard, King, Linn, Lumpkin, Pierce, Roane, Robinson, Smith du Conn. Sturgeon, Tappan, Wall—19.

On s'est ensuite occupé de quelques Bills d'intérêt local.

---

26 juin.

Le jour de l'adoption définitive du Bill de la Sous-Trésorerie approche. Lundi, il passera du comité à la Chambre; on en aura bien vite fini avec la question préalable; le bill sera adopté d'emblée et la signature du Président ne se fera pas attendre. Mardi ou mercredi au plus tard, ce bill sera loi de l'Etat.

Aujourd'hui la CHAMBRE, a été continuée en comité général et parmi les orateurs qui se sont fait entendre, il faut citer M. Biddle de la Pensylvanie. Le discours qu'il a prononcé est un modèle d'éloquence parlementaire.

Le SENAT a adopté le bill pour venir au secours de la ville de Natchez.

---

27 juin.

La discussion du Bill de la Sous-Trésorerie a duré jusqu'à minuit en comité général. On veut à toute force qu'il soit prêt à être présenté lundi à la Chambre.

Avant que la Chambre se formât en comité général, on a essayé de faire renvoyer au comité judiciaire les communications de l'exécutif au sujet du lieutenant Hone. Mais cette motion a échoué.

On sait que cette communication a trahi les tendances abolitionistes de Van Buren: Aussi le *Globe* est-il chaque jour rempli d'explications et d'excuses à ce sujet; et il s'efforce avec son habileté ordinaire de faire passer le bolitionnisme de Hone pour de l'humanité envers les marins. Mais le Sud ne se laissera pas prendre à ces mensonges apologies.

On peut mettre en regard de la conduite du président dans cette circonstance, le fait suivant qui s'est passé récemment dans le Missouri. Un ministre de l'Eglise Méthodiste Episcopale avait admis le témoignage d'un nègre contre un membre de cette église. Ce membre appela au comité général de cette église Méthodiste qui vient de l'élever, après ample délibération, que dans toutes les causes ecclésiastiques il faut suivre pour les témoignages les règles établies dans l'Etat où se passe le procès. Cette décision a été adoptée à une majorité de 97 contre 27, preuve que le clergé est entendu parfaitement la matière. On n'en saurait dire autant des hommes du Nord avec les principes du Sud.

Correspondance de l'Abeille.

BALTIMORE, 27 juin 1840.

Le marché est calme. Le change est pour les traites sur l'Angleterre de 10 à 11 1/2 pour cent. 250 balles de café de Rio d'une importation de 4000 sacs, l'encan mercredi et vendus 11 1/2 et 11 3/4 cents; mais la vente a été arrêtée. Le marché est bien pourvu pour le moment. La farine est presque sans demande. On y est régulièrement $4 60. La moisance de Matanzas se vend à l'encan 19 cents. Le lard prime de l'ouest est à 8 1/2 cts. le port mess à 9 50. Le bœuf mess est à $10. Le No. 1 à 12 et le prime à $11, 150 kegs de lard frais. 1 et 2 ont été vendus à 11 1/2 cents. Les cigarres de la Nelle-Orléans sont de $3 25 à $7. Il y a une grande quantité de tabac sur le marché en chaînes et tonneaux, sous douane, qui vaut $3 50 à $4 50; le mitoyen bon de $5 à 6, le bon de $6 50 à 9 et le fin de $8 à 13. Une petite vente de tabac de l'Ohio a été faite de 2 à 3 c. Le prix n'en est pas connu. On craint beaucoup un stock plus considérable qu'on ne l'avait jamais vu dans aucun temps. Les ventes de whiskey en boucaute continuent à s'effectuer à 23 1/2 cents et en bari à 24 1/2 cents. Le whiskey pris au wagon est à 29 cents le baril à part.

Le *New York Times* a présenté dernièrement un état des propriétés que possède dans l'Illinois l'ex-directeur général des postes, AMOS KENDALL, état qui prouve non seulement que ce *mendiant* politique n'a pas besoin du produit de l'*Extra Globe* pour soutenir sa famille, mais encore qu'il est immensément riche. Dans son No. du 26, le même journal mentionne plusieurs fermes magnifiques que possède Kendall dans les comtés de Ménard et de Sangamon (Illinois.) Le plaige seul d'un pont qui tient à l'une de ces fermes s'élève à $360. On peut juger par ce seul article de ce que doit être le produit total des différentes fermes.

Il y a eu un incendie à New York qui a consumé un magasin de cotons.

Un incendie a eu lieu à Pen-Yan, N. Y., qui a presque détruit cette petite ville. On évalue le dommage à $50,000.

COMMERCIAL.

MARCHÉ MONÉTAIRE.
Nouvelle-Orléans, 6 juillet 1840.

Espèces	5	@	6 pour cent prime.
Billets de Banque des E. U.	2½	@	3 do.
Notes de la Trésorerie	2	@	3 do.
Bons sur mire	5	@	10
Doublons Espagnols	15	@	16
do Mexicains	16	@	16 25
Or Américain	6	@	9 pour cent prime.

DERNIERES DATES

New York	juin 27	Liverpool	juin 3
Boston	juin 26	Londres	juin 2
Philadelphie	juin 26	Havre	juin 2
Washington	juin 27	Paris	juin 1
Baltimore	juin 26	Bordeaux	mai 26
Charleston	juin 24	Gand	mai 26
Vera Cruz	juin 8	Cadix	mai 20
Tampico	juin 6	Havane	juin 17
Mexique	mai 27	Hong Kong	juin 25

CHASSEURS ST. BERNARD.—*ATTENTION!*

La Compagnie se réunira en bonnegoût, dimanche prochain, 12 du courant, à 8 1-2 heures du matin, au café de la Presse à Coton de la Sous Municipalité, pour faire une élection d'officiers.

Chaque membre est requis d'être ponctuel au rendez-vous.
Par ordre du capitaine.
7 j. H. DE LACROIX, Maréchal-des-Logis-Chef.

TIRAGE OFFICIEL DE LA
GRANDE LOTERIE DE LA LOUISIANE,
Classe No. 40 entre
20 70 44 7 16 54 57 40 60 71 61 26 60.
TIRAGE mercredi 8 juillet à 5 heures à l'Exchange Hôtel.

Grand Lot	$12,000
1 Lot de	10,000
1 Lot de	5,000
1 Lot de	2,500
1 Lot de	1,207
1 Lots de	1000
1 Lots de	500
1 Lots de	300
Billets, 5$	

Les coupons en proportion.
☞ Billets à vendre au bureau des Directeurs.
D. S. GREGORY & Co.
88, rue du Canal.
7 juin

OPINIONS COMPARÉES DE HARRISON ET DE VAN BUREN RELATIVEMENT A L'ABOLITIONISME.

GÉNÉRAL HARRISON.

En Décembre 1836, il disait à la législature de l'Indiana : "Les abolitionistes ont fait une œuvre infernale; ils ont jeté l'incendie dans la maison de leur père; ils ont approuvé des doctrines qui ont coûté la vie à des milliers de leurs concitoyens; ils ont mis à prix la tête d'un homme; ils ont proclamé qu'ils ne reculeraient devant aucun crime pour atteindre leur but. Ils ont violé les lois de tous les Etats où ils ont établi leurs sociétés. Ils ont fait de la liberté de la presse un instrument de calomnie et de mensonge. Ils ont violé le droit de pétition, en faisant présenter au congrès des pétitions contenant les plus grossières calomnies contre des citoyens honorables. Ils ont violé le droit de propriété, en excitant les esclaves à la révolte et au meurtre. Ils ont violé le droit de réunion, en empêchant par la force des assemblées légales. Ils ont violé le droit de la liberté individuelle, en enlevant des citoyens pour les traîner devant des tribunaux étrangers. Ils ont violé le droit de la liberté de conscience, en persécutant des citoyens pour leurs opinions religieuses. Ils ont violé le droit de la liberté de la presse, en détruisant des presses et en menaçant de mort les imprimeurs. Ils ont violé le droit de la liberté de la parole, en empêchant par la violence des orateurs de se faire entendre